



Direction des politiques sociales  
2 avenue pierre Mendès France  
75013 Paris

**ACCORD-CADRE N° 20255266**

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.T.P)**

---

**Gestion comptable et valorisation d'Organisme de  
Placement Collectif (OPC) pour les FCP à vocation  
générale**

---

## **Sommaire**

### **1. Eléments de contexte**

- 1.1. Les missions principales de la CDC
- 1.2. L'organisation de l'établissement public
- 1.3. Les filiales du groupe Caisse des Dépôts
- 1.4. La direction des retraites

### **2. Définitions**

### **3. Objet et organisation de la prestation**

- 3.1. Objet
- 3.2. Organisation générale
- 3.3. Processus fonctionnel

### **4. Détail des prestations attendues**

- 4.1. Phase préparatoire
  - 4.1.1. Vis-à-vis du valorisateur retenu sur le précédent marché
  - 4.1.2. Vis-à-vis des sociétés de gestion
  - 4.1.3. Vis-à-vis du Dépositaire - Conservateur/teneur de comptes
  - 4.1.4. Vis-à-Vis des directions métiers de la CDC
- 4.2. Phase principale
  - 4.2.1. Transmission et mise à disposition d'informations
  - 4.2.2. Relation avec les tiers
  - 4.2.3. Conformité
  - 4.2.4. Plan de continuité d'activité
  - 4.2.5. Autres obligations du Titulaire
  - 4.2.6. Comité de suivi

### **5. Contraintes techniques**

### **6. Compétences requises**

### **7. Annexes**

- 7.1. Annexe 1 – Liste des sociétés de gestion
- 7.2. Annexe 2 Liste des principales caractéristiques des OPC
- 7.3. Annexe 3 – Exemple de certificat de conformité semestriel
- 7.4. Annexe 4– Liste des états comptables
- 7.5. Données mises à disposition du titulaire

## **1. Eléments de contexte**

Le Groupe est constitué de la Caisse des Dépôts – établissement public créé par la loi de 1816 qui assure des missions historiques au service de l'intérêt général –, et de filiales et participations stratégiques qui interviennent dans le domaine concurrentiel. Placée sous la surveillance et la garantie du Parlement, la Caisse des Dépôts est la seule institution financière en Europe à pouvoir se prévaloir de la protection du Parlement.

Acteur responsable, la Caisse des Dépôts et ses filiales et participations stratégiques constituent un groupe public, investisseur de long terme qui s'engage au quotidien à réduire les inégalités territoriales et sociales pour faire grandir la France.

### **1.1. Les missions principales de la CDC**

La Caisse des Dépôts est un établissement financier public qui remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques. Une mission confiée par la loi. Gestionnaire de confiance pour le compte de tiers, investisseur et prêteur de long terme, la Caisse des Dépôts facilite la réalisation de projets innovants, durables et solidaires et participe au développement économique du pays.

Avec l'arrivée en 2020 du groupe la Poste au sein du groupe Caisse des Dépôts, celui-ci devient le premier pôle financier public français, l'un des plus importants au monde.

Organisé autour de 5 métiers, il s'engage au quotidien à réduire les inégalités sociales et territoriales.

Le soutien aux projets des territoires : La Banque des Territoires conseille, finance, opère tous les projets auprès des collectivités locales, des organismes de logement social, des entreprises publiques locales et des professions juridiques pour des territoires plus durables, inclusifs, attractifs et connectés ;

Le financement des entreprises : Bpifrance accompagne les entreprises avec un continuum de financement (prêts, garanties, prises de participation, conseil et accompagnement) à toutes les étapes de leur développement, en France et à l'international ;

Politiques sociales, métier historique de gestionnaire de mandats publics, la Caisse des Dépôts est un acteur majeur de la cohésion sociale, assurant un rôle dans la qualification professionnelle de 33 millions de Français et contribuant au défi du régime universel des retraites. Elle a aussi la charge du nouveau Compte personnel de formation ;

La gestion des actifs permet à la Caisse des Dépôts de financer et d'accompagner des projets d'intérêt général sur tous les territoires. Le Groupe contribue au financement de l'économie française avec une prise en compte toujours plus forte des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) ;

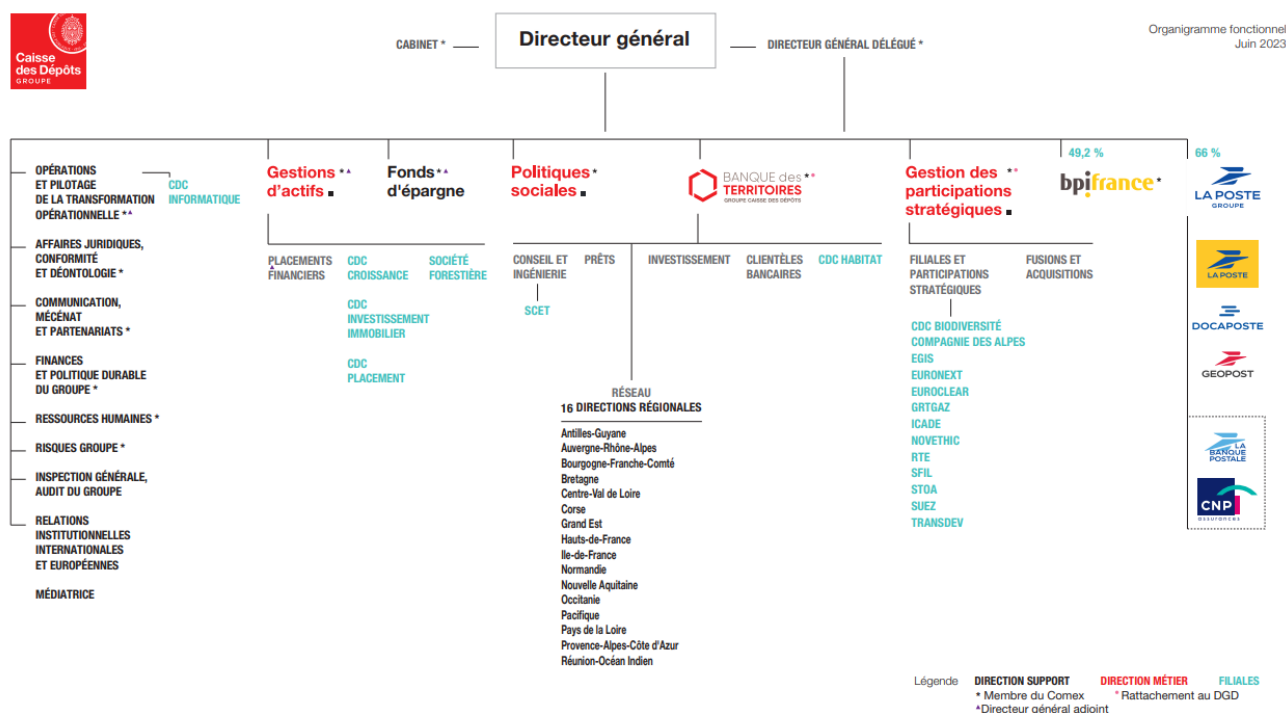
Gestion des participations stratégiques, elle accompagne dans la durée le développement de ses filiales dont les résultats financiers soutiennent ses missions d'intérêt général (Transdev, Egis, Icade, Compagnie des Alpes, RTE...).

Notre établissement, par son identité historique résolument tournée vers l'intérêt général, s'engage à être un acteur exemplaire de la transformation écologique et de la cohésion sociale et territoriale.

En 2022, la Caisse des Dépôts a adopté sa raison d'être, véritable boussole pour ses missions, qui se traduit par des engagements ambitieux en matière environnementale, sociale et de gouvernance dans le cadre de sa politique durable et notamment sa politique d'achats responsables, déclinée dans son SPASER (Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables) 2024-2027.

Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts s'engage et attend de ses fournisseurs qu'ils prennent en compte lors de l'exécution des prestations ses engagements et sa politique en matière de développement durable et notamment les axes suivants :

- Réduction de l'impact environnemental : décarbonation, réduction des déchets, sobriété des consommations d'eau et d'énergie.
- Insertion sociale et professionnelle de tous.
- Promotion de l'égalité femmes / hommes et lutte contre les discriminations. A ce titre, dans une démarche d'amélioration continue, la Caisse des Dépôts accentue sa politique d'égalité et de diversité et s'est engagée, pour rendre officiel son engagement et le faire évaluer par un tiers, dans une démarche visant à obtenir le double label Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes / Diversité.



Aujourd'hui, la Caisse des Dépôts organise son intervention autour de 5 grands métiers : les retraites, et la formation professionnelle, les gestions d'actifs, le suivi des filiales et des participations, le financement des entreprises (avec sa filiale Bpifrance) et la Banque des Territoires.

**Le soutien aux projets des territoires :** la Banque des Territoires propose des solutions sur mesure de conseil et de financement en prêts et en investissement pour répondre aux besoins des collectivités locales, des organismes de logement social, des entreprises publiques locales et des professions juridiques. Elle est un point d'entrée unique et s'adresse à tous les territoires, depuis les zones rurales jusqu'aux métropoles, avec l'ambition de lutter contre les inégalités sociales et les fractures territoriales. La Banque des Territoires est une marque déployée dans les 16 directions régionales et les 35 implantations territoriales de la Caisse des Dépôts.

Les filiales CDC Habitat et la Scet participent à cette offre au service des territoires.

**Le financement des entreprises :** Bpifrance a pour mission de dynamiser et rendre plus compétitive l'économie française. Partenaire de confiance des entrepreneurs, elle est l'acteur public incontournable du financement et de l'accompagnement des entreprises, en France comme à l'international. La banque intervient à leur service selon différentes modalités : prêts, garanties, prises de participations, conseil et accompagnement.

**Retraites et solidarité :** la Caisse des Dépôts est un acteur majeur de la cohésion sociale, assurant un rôle dans la qualification professionnelle de 33 millions de Français et contribuant au défi du régime universel des retraites. Elle a aussi la charge du nouveau Compte personnel de formation.

**La gestion d'actifs** permet à la Caisse des Dépôts de financer et d'accompagner des projets d'intérêt général sur tous les territoires. Le Groupe contribue au financement de l'économie française avec une prise en compte toujours plus forte des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG).

**Les participations stratégiques :** les revenus des filiales et les dividendes issus des participations stratégiques viennent soutenir les missions d'intérêt général. La Caisse des Dépôts gère son portefeuille de filiales et participations sur la base de trois critères : son intérêt patrimonial, l'intérêt à long terme des entreprises concernées, de leurs clients et de leurs collaborateurs, et l'intérêt général.

Le Groupe compte près de 120 000 collaborateurs dont 6 500 pour l'Établissement public.

**Les directions opérationnelles :**

- La Banque des territoires composée de :
- La direction des clientèles bancaires
- La direction de l'investissement
- La direction des prêts
- La direction du réseau
  - La Scet
  - CDC Habitat
  - Bpifrance
  - La direction des gestions d'actifs
  - La direction des politiques sociales

- La direction de la gestion des participations stratégiques

**Ø Les fonctions transversales :**

- La direction des opérations et du pilotage de la transformation opérationnelle dans laquelle fait partie de direction de l'exécution des opérations économiques et financières (DEOF)
- La direction des finances et de la politique durable du Groupe
- La direction des ressources humaines du Groupe
- La direction des affaires juridiques, de la conformité et déontologie
- La direction des relations institutionnelles internationales et européennes
- La direction de l'audit interne du Groupe
- La direction des risques du Groupe
- La direction de la communication, du mécénat et des partenariats du Groupe
- L'inspection générale et de l'audit du Groupe
- La médiatrice.

Pour plus d'informations : [www.groupecaissedesdepots.fr](http://www.groupecaissedesdepots.fr)

## **1.2. Le rôle de la Direction des Politiques sociales**

La direction des Politiques sociales (DPS) assure la gestion d'environ 75 mandats. Les fonds qu'elle gère couvrent notamment près de 7,5 millions d'actifs et plus de 3,5 millions de pensionnés. Elle est en relation avec 75 000 employeurs publics : l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements hospitaliers.

En 2024, elle a perçu 67 milliards d'euros de cotisations et versé 68 milliards d'euros de prestations.

La DPS met ses savoir-faire au service de tous types de régimes de retraite : intégrés (de base et complémentaire), complémentaires et supplémentaires. Elle maîtrise à la fois les techniques d'acquisition de droits par points et par annuités. Elle a l'expertise de l'ensemble des processus : gestion administrative (du recouvrement au paiement des droits), pilotage juridique, technique et financier des régimes, relation avec les bénéficiaires des fonds.

Elle a déployé également ses compétences dans d'autres domaines : la solidarité, les risques professionnels, l'emploi des personnes handicapées, ainsi que des fiducies et fonds hors sphère sociale.

La DPS accélère la modernisation de ses activités de gestion en mettant l'accent sur l'industrialisation, la mutualisation des processus et la dématérialisation des actes de gestion en collaboration étroite avec les employeurs publics. Elle s'attache à atteindre les meilleurs standards de qualité et de performance et s'est engagée dans un programme rigoureux de maîtrise des coûts, en s'appuyant en particulier sur son nouveau modèle de gestion qui lui permet

de mesurer objectivement son efficacité, de s'évaluer et de se comparer aux autres gestionnaires en France et en Europe.

La modernisation constante de ses outils de gestion et la performance de son système d'information lui ont permis de répondre à la croissance soutenue de son activité de production, résultant à la fois des évolutions démographiques et de l'obligation réglementaire d'une mise à disposition d'une information aux actifs sur leurs droits à retraite.

L'organisation de la DPS est, pour partie, décentralisée sur trois sites (Angers, Bordeaux et Paris) et comprend une direction des Retraites, une direction de la Formation Professionnelle et une direction Santé et Autonomie. Ces entités sont appuyées par des fonctions mutualisées : direction du pilotage et de l'appui à la performance, direction de la relation clients, direction de la gestion financière et des statistiques et direction innovation et prospective.

Elle est aujourd'hui le seul opérateur à pratiquer les diverses techniques d'acquisition de droits : régimes en annuités (CNRACL, FSPOEIE) ou en points (Ircantec, RAFP et Fonpel), qui recourent à une pluralité de modes de financement : régimes en " répartition instantanée " (CNRACL, FSPOEIE, Ircantec, CGM), fonds de capitalisation (Fonpel).

**Dans ce contexte, la CDC souhaite confier à un prestataire unique, dans le cadre du présent marché les missions de valorisation/gestion comptable pour les OPC de ces organismes.**

### **1.3. La Direction de l'exécution des opérations économiques et financières (DEOF)**

La direction de l'exécution des opérations économiques et financières (DEOF) sécurise l'ensemble des transactions financières de l'établissement public, et assure l'exécution de celles provenant de ses clients externes : l'Etat, le fonds de réserve des retraites, l'établissement public de la retraite additionnelle de la fonction publique. La direction dispose de toutes les expertises nécessaires de back office dans les domaines bancaires, financiers et comptables ; elle est mobilisée en permanence pour assurer, chaque jour, son meilleur service à ses clients. Elle traite et fiabilise toutes les opérations sur instruments financiers, celles des flux numéraires, de l'exécution des dépenses et des prestations comptables. Elle en assure la conformité.

La direction assure le traitement des opérations sur instruments financiers pour le compte de la Caisse des Dépôts et de ses clients. Les transactions sont prises en charge jusqu'à leur dénouement sur une gamme d'actifs intégrant les valeurs mobilières, les dérivés organisés et de gré à gré, les opérations de change, l'immobilier de placement, les participations et le capital investissement.

Elle effectue pour la clientèle bancaire et pour compte propre les traitements de présentation, compensation et règlement des ordres numéraires sur les systèmes d'échange de Place, pour tout type de moyens de paiements. A ce titre, elle assure pour les clients de la Caisse des Dépôts, le versement de prestations sociales et de retraites à des millions de bénéficiaires, personnes physiques. Par ailleurs, la direction consolide et fournit la position de trésorerie intra-journalière de l'Etablissement public.

Elle assure l'exécution des dépenses administratives et de PNB de l'Etablissement public en veillant au non-dépassement des crédits inscrits à son budget et en contrôlant les éléments

justificatifs de la dépense. Enfin, elle prend en charge les comptabilités de premier niveau sur ces trois périmètres.

Le Département des instruments financiers (DEOFI) :

**Assure le traitement des opérations sur Instruments financiers pour le compte de la Caisse des Dépôts et de ses clients. Il prend en compte les transactions jusqu'à leur dénouement et intervient, à ce titre, sur une gamme d'actifs intégrant les valeurs mobilières, les dérivés organisés et de gré à gré, les opérations de change, l'immobilier de placement, les participations et le capital investissement.**

**C'est au sein de ce département que se trouve la fonction et le contrôle Dépositaire des fonds pour lesquels la CDC est le dépositaire.**

La Direction de l'exécution des opérations économiques et financières assure la fonction de dépositaire conformément aux articles 323-1-A et suivants pour les OPCVM et 323-23-A et suivants pour les FIA du règlement général de l'AMF. Également expressément autorisée à exercer l'activité de dépositaire d'OPCVM par l'article L.214-10-1, I, 2° du Code monétaire et financier et l'activité de dépositaire de FIA par l'arrêté du 6 septembre 1989 pris pour application de l'article L.214-24-5 du même code.

Dans le cadre d'un mandat étendu au sens du règlement général de l'AMF, la Direction de l'exécution des opérations économiques et financières a délégué à BNP Paribas la sous-conservation et certaines prestations liées (compensation des dérivés listés, la domiciliation des émissions CDC, ...

A ce titre, BNP Paribas réalise, pour le compte de la CDC, une prestation d'assistance technique au contrôle dépositaire. La prestation technique s'entend notamment par la mise à disposition des états comptables par le Titulaire afin d'intégrer ces données dans le moteur de contraintes de BNP Paribas.

En complément, BNP Paribas est également mandaté pour réaliser la gestion du passif et la centralisation pour le compte de la CDC au sens des articles 422-42 et suivants du Règlement général de l'AMF sur les fonds principalement d'actifs cotés.

Au 30/06/2025, la CDC est le dépositaire de :

58 fonds cotés (57 FIA et 1 OPCVM)

Total d'actif net ~45Md€

Nombre de sociétés de gestion : 26

## **2. Définitions**

**« CCAP » : désigne le Cahier des Clauses Administratives Générales du Marché.**

**« Dépositaire » : désigne le prestataire, habilité à exercer l'activité de dépositaire d'Organismes de Placement Collectif conformément à la réglementation applicable. La CDC assure cette prestation dans le cadre du Marché.**



« **Mandataire Teneur de Compte-Conservateur** » : désigne la CDC (Direction de l'exécution des opérations économiques et financières) qui est chargée de la tenue de compte-conservation des comptes des OPC ainsi que des comptes de l'Investisseur.

« **Mandants / Investisseurs** » : désigne principalement les fonds et régimes de retraites propriétaires des OPC qui sont liés par une convention de gestion administrative et financière avec la CDC représentée par la Direction des Politiques Sociales et d'autres entités du Groupe CDC, ainsi que d'autres mandants de la CDC qui sont liés par une convention avec la CDC souhaitant bénéficier des services du Titulaire.

« **Marché d'Instruments Financiers** » : désigne tout marché d'instruments financiers français ou étranger, dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger.

« **Marché** » : désigne le présent marché, ayant pour objet les prestations de valorisation et de gestion comptable d'organismes de placement collectif pour des OPC, constitué des documents contractuels énumérés à l'article 3 du CCAP.

« **OPC** » : désigne tout organisme de placement collectif de droit français, dont la fonction de dépositaire est assurée par la CDC et géré par une société de gestion.

« **Prestataire du Dépositaire** » : désigne le prestataire ayant conclu avec la CDC un mandat étendu tel que défini par l'article 323-33 du règlement général de l'AMF. Ce mandat a pour but de déléguer la tenue de compte-conservation (garde des actifs), et la gestion du passif des OPC déposés à la CDC, ainsi que de fournir une assistance technique au contrôle dépositaire. A la date de notification, le Prestataire du Dépositaire est BNP Paribas SA.

« **Phase Préparatoire** » : désigne la période débutant à la date de notification du présent marché et devant notamment permettre de réaliser l'ensemble des dispositions techniques garantissant la fiabilité des flux d'informations entre le Titulaire, la CDC, le Dépositaire, les sociétés de gestion, ainsi que le Prestataire de Conservation/Tenue de compte et se terminant à réception par le Titulaire de l'Ordre de Service confirmant la fin de la Période Préparatoire. Durant cette période seront aussi organisées les procédures administratives permettant l'activation de la valorisation et de la gestion comptable des OPC.

« **Phase Principale** » : désigne la phase principale d'exécution des prestations du Marché par le Titulaire, faisant suite à la Phase Préparatoire.

« **Réglementation Applicable** » : désigne la réglementation applicable au Titulaire, au titre de son activité et des missions qui lui sont confiées dans le cadre du Marché, telle qu'elle résulte des traités, directives, lois, décrets, règlements, instructions, arrêtés, actes administratifs unilatéraux et codes en vigueur, en particulier celle relative au Plan Comptable OPC et à l'activité de gestion comptable et valorisation d'OPC de droit français prévue par le Code monétaire et financier, ainsi que le règlement général de l'Autorité des marchés financiers et les instructions, règlements et préconisations de l'Autorité des Marchés Financiers et de l'Autorité des Normes Comptables applicables aux prestations du Marché.

« **Société de Gestion** » : Les sociétés de gestion de portefeuille sont les entreprises d'investissement qui fournissent, à titre principal, le service d'investissement mentionné au 4 de l'article [L. 321-1 du code monétaire et financier](#) ou qui gèrent un ou plusieurs : OPCVM, FIA, OPCVM de droit étranger (agréés conformément à la directive 2009/65/ CE du Parlement

européen et du Conseil du 13 juillet 2009), FIA de droit étranger (relevant de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011), Autres placements collectifs.

« **Titulaire** » : désigne l'opérateur économique ou groupement d'opérateurs économiques auquel est notifié le Marché et de son exécution.

### **3. Objet et organisation de la prestation**

#### **3.1 Objet**

Le Marché a pour objet des prestations de gestion comptable et de valorisation d'organismes de placement collectif (« OPC ») étant investis dans des titres et des contrats négociés ou non sur un Marché d'Instruments Financiers, et à titre accessoire dans des fonds investissant dans des actifs non cotés.

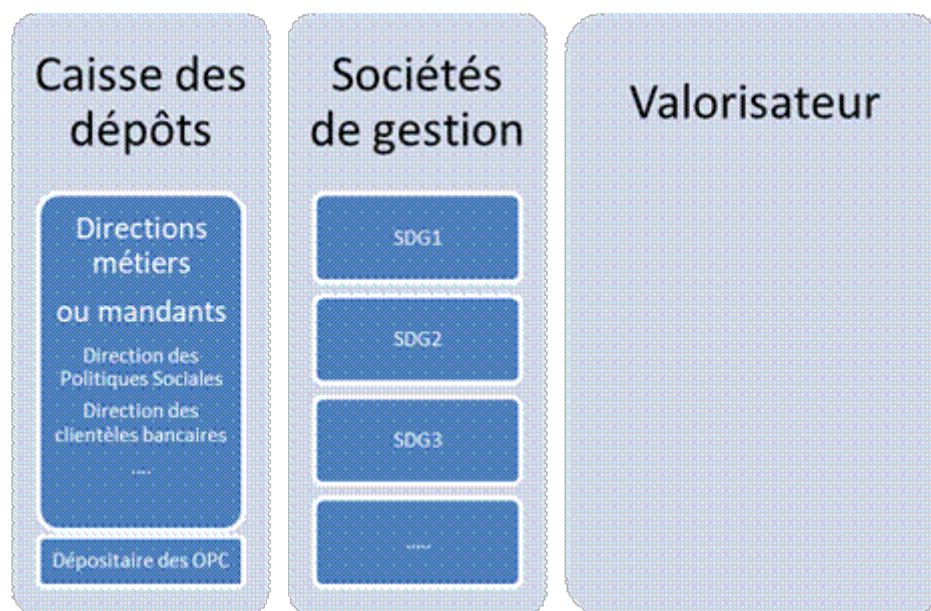
Le Titulaire devra assurer son rôle dans le cadre de la Réglementation Applicable en relation avec les sociétés de gestion désignées soit par la CDC en tant que mandataire des caisses de prévoyance et de fonds de retraite (exemple IRCANTEC, RAVGDT), soit par les caisses de prévoyance et de fonds de retraite elles-mêmes (exemple ERAFP), dans le cadre de leur délégation de gestion sous forme d'OPC. Le Titulaire devra également assurer son rôle pour les fonds gérés par la société de gestion interne au Groupe Caisse des Dépôts (telle que CDC Croissance).

#### **3.2. Organisation générale**

La CDC (représentée par ses directions métiers) ou les Mandants sélectionnent des sociétés de gestion pour assurer la gestion d'OPC. La CDC assure une prestation de gestion financière pour le compte des Mandants, le suivi de la conformité des mandats et produit un reporting financier à destination des organes de gouvernance des fonds et régimes. Elle s'appuie notamment pour ce faire sur les données de portefeuille fournies par le Titulaire.

La CDC assure aussi par ailleurs le rôle de dépositaire de ces OPC (Direction de l'exécution des opérations économiques et financières). Elle doit donc pouvoir disposer d'éléments fournis par le Titulaire pour effectuer les contrôles réglementaires qui lui incombent.

Le Titulaire sélectionné par la CDC est imposé aux sociétés de gestion (cf. annexe 1) pour assurer la valorisation et la gestion comptable des OPC.



### 3.3. Processus fonctionnel

Dans le cadre des prestations effectuées pour des fonds et régimes de retraite, la CDC entend disposer d'un seul et unique valorisateur d'OPC.

Les OPC ont été confiés à différentes sociétés de gestion. Ces dernières pourront être amenées à changer pendant la durée du Marché. Le nombre et le type de OPC pourront eux aussi évoluer (création, dissolution, fusion, scission).

Ces OPC seront investis dans des titres et des contrats négociés ou non sur un Marché d'Instruments Financiers, et à titre accessoire dans des actifs non cotés.

A titre indicatif, le montant global des actifs nets au 30/06/2025, dans 58 fonds cotés (57 FIA et 1 OPCVM) est de l'ordre de 45 milliards d'euros. Ces OPC prennent la forme juridique de :

- Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) relevant de la Directive 2009/65/UE, complétée par la Directive 2014/91/UE (Directive UCITS V) et les fonds relevant de la Directive 2011/61/UE (Directive AIFM), ainsi que d'une Sicav.

A l'exception de la part détenue par la société de gestion dans chaque OPC, les mouvements de souscriptions/rachats seront effectués via les comptes des Investisseurs ouverts à la CDC. A ce jour, la périodicité de calcul de la valeur liquidative sera quotidienne ou hebdomadaire. A noter qu'une VL fin de mois peut être exigé selon la rédaction du prospectus.

La vie sociale de chaque OPC sera suivie par sa société de gestion.

L'accord-cadre s'articule en deux phases :

- La Phase Préparatoire, débutant à la notification du marché jusqu'au transfert effectif de la valorisation et de la gestion comptable des OPC de l'actuel prestataire au Titulaire. Le prestataire actuel est CACEIS Fund Administration.
- La Phase Principale d'exécution des prestations, qui débute à compter de la notification par la CDC d'un ordre de service au Titulaire, après transfert effectif de la valorisation et de la gestion comptable des OPC de l'actuel prestataire au Titulaire, pour la durée restante d'exécution du Marché.

#### **4 Détail des prestations attendues**

Le Titulaire devra notamment se conformer aux instructions, règlements et préconisations de l'Autorité des Marchés Financiers et de l'Autorité des Normes Comptables en exerçant son activité en fonction des pratiques et usages de la place.

Le Titulaire s'engage à agir dans les meilleurs standards et notamment conformément à la charte France Post Marché (FPM) « Charte des bonnes pratiques professionnelles de l'administration de fonds ».

Le Titulaire s'engage à appliquer les règles de valorisation des OPC telles que prévues dans les règlements internes des OPC communiqués par les sociétés de gestion durant la Phase Préparatoire puis durant la Phase Principale pour tout changement y afférant.

Par ailleurs, l'organisation du projet décrite infra permet de donner un cadre de fonctionnement général. Elle ne limite pas les différents acteurs aux seules dispositions décrites qui doivent exercer leurs missions conformément à la Réglementation Applicable.

L'accord-cadre s'articule autour de deux phases.

##### **4.1. Phase préparatoire**

Le début des échanges permettant l'installation de la prestation débutera dès la notification du marché.

L'opération de transfert des OPC du valorisateur précédent vers le Titulaire devra être effective dans les cinq mois de la date de notification du marché. Tout retard imputable au Titulaire donnera lieu à l'application de pénalités égale au coût journalier d'une prestation telle que prévue dans le bordereau de prix et par jour de retard.

**Attention : le coût lié à cette phase préparatoire devra être pris en compte dans le barème du bordereau de prix, il ne sera donc versé qu'à partir des calculs de valorisation en production en Phase Principale.**

Le Titulaire informera les personnels désignés par la CDC, du déroulement des ateliers de cadrage. Ces derniers permettront de définir en détail les différentes actions à réaliser en amont de la reprise effective des gestions comptables et de valorisation des OPC.

Le titulaire peut présenter une variante à l'offre de base décrite ci-dessus, à condition qu'elle garantisse un niveau de performance et de sécurité au moins équivalent à celui exigé. Il peut s'agir d'une variante financière qui optimiserait le coût global de l'accord-cadre en proposant une tarification dégressive. Sous réserve que cette variante soit clairement identifiée, chiffrée de manière exhaustive, accompagnée d'une note justificative démontrant sa cohérence.

#### 4.1.1. Vis-à-vis du valorisateur retenu sur le précédent accord-cadre

Le Titulaire se rapprochera du valorisateur précédent auprès des interlocuteurs désignés par la CDC pour pouvoir disposer des éléments lui permettant la reprise effective de la valorisation et de la gestion comptable des OPC.

Des travaux en marche en double devront être effectués pour garantir le succès de la reprise d'activité.

La durée de la marche en double sera fonction de l'appréciation du Titulaire et des sociétés de gestion selon, par exemple, la difficulté de caler la valorisation de certains actifs tels les dérivés OTC éventuels.

Le Titulaire s'engage à assurer, sous sa responsabilité totale, toutes les sauvegardes des données et/ou de fichiers, pendant les opérations de reprise d'activité et garantit à ce titre l'intégrité des données et/ou fichiers de la CDC pendant toute la phase préparatoire.

#### 4.1.2. Vis-à-vis des sociétés de gestion

Pour mémoire, la relation doit s'inscrire dans le respect de la charte FPM des bonnes pratiques professionnelles de l'administrateur de fonds :

- Le Titulaire et les sociétés de gestion établiront une convention au plus tard 4 mois avant le transfert des portefeuilles, permettant notamment d'encadrer les processus opérationnels tels l'enregistrement des opérations, la valorisation, l'établissement et les modalités de validation de la valeur liquidative, des opérations de fin de périodes (arrêté et clôture des comptes, distribution par l'OPC), les procédures de rapprochement bancaires, des positions des instruments financiers, du nombre de part, ...
- Activation des habilitations des personnels des sociétés de gestion et de la CDC pour accéder au portail internet du Titulaire,

#### 4.1.3. Vis-à-vis du Dépositaire - Conservateur/teneur de comptes

Conformément à la Réglementation Applicable (Cf. articles 323-19 et 323-40 du règlement général de l'AMF), le Dépositaire devra disposer d'un accès permanent aux informations comptables.

Le Titulaire et le Dépositaire conviendront des modalités de fourniture des éléments leur permettant d'exercer leurs rôles respectifs. Il s'agira notamment :

- Que le Titulaire autorise l'accès à son portail internet pour permettre au Dépositaire de disposer a minima des états comptables listés en annexe 7.4 afin de permettre au Dépositaire

de les intégrer dans ses bases de contrôles et/ou celles du Prestataire du Dépositaire. Par ailleurs, le Titulaire devra donner accès à un catalogue d'états comptables disponibles et les spécifications de chacun d'eux.cf.7.5.4

- Que le Titulaire puisse accéder au portail internet du Prestataire du Dépositaire pour consulter les documents nécessaires aux rapprochements (a minima relevés de position, avis d'opération et d'OST, relevés d'espèces, collecte), et/ou qu'il reçoive ces éléments par fichier ou par messagerie SWIFT, de la part soit du Prestataire du Dépositaire ou directement de la CDC. Les données mises à disposition sont listées en annexe 7.5.

Ainsi le Titulaire devra être en mesure de communiquer après chaque validation de valeur liquidative (« VL »), par transferts de fichiers par ligne sécurisée :

- D'une part l'ensemble des données comptables (éléments relatifs à la VL et au nombre de parts, inventaires, balances générales) pour intégration dans la base de contrôles du Prestataire du Dépositaire ;
- D'autre part les données relatives aux rapprochements bancaires, par flux CFT, selon le format type FPM pour intégration par le Dépositaire.

Le Titulaire devra également être en mesure de transmettre au Prestataire du Dépositaire les éléments relatifs à la gestion du passif, à savoir et a minima, la VL et le nombre de parts par transferts de fichiers par ligne sécurisée et de recevoir les feuilles de collecte par fax, courriel (fichier PDF), ou fichier plat.

Le Titulaire devra définir les modalités de continuité d'activité en cas d'incident lors de la constitution ou de la transmission des fichiers. Il est d'ores et déjà convenu que le Titulaire devra, à ses frais, assurer la reconstitution des fichiers endommagés ou perdus sur la base de la dernière sauvegarde disponible. Le Titulaire s'engage à garder opérationnels, dans le cadre de ses obligations, des plans de secours informatiques en vue de la gestion des risques de discontinuité (PSI et PUPA). Il déclare que lesdits plans prévoient un contrôle régulier des capacités de sauvegarde.

Des tests seront à réaliser avec le Prestataire du Dépositaire pendant la Phase Préparatoire pour s'assurer de la correcte intégration des données dans les bases de contrôles.

#### 4.1.4. Vis-à-Vis des directions métiers de la CDC

Selon les différents interlocuteurs désignés par la CDC, le Titulaire devra :

- Activer des habilitations des personnels des directions métiers au portail internet du Titulaire
- La Direction des Politiques Sociales de la CDC produit des reporting financiers, de suivi de conformité aux mandats de gestion financière et opère des contrôles pour le compte des Mandants. A cette fin, elle intégrera des fichiers dans un infocentre. Ces fichiers porteront sur : les caractéristiques des OPC, leurs agrégats, le détail des portefeuilles valorisés, le détail des opérations et des caractéristiques valeurs. (Cf. « VI Contraintes techniques »)

- Si les fichiers que peut fournir par le Titulaire à la notification du Marché ne portent pas totalement sur certains instruments financiers ou nécessitent des précisions quant à leur exploitation, le Titulaire fournira des fichiers plus complets permettant d'effectuer des tests, le descriptif du dessin de fichier et du format des données, les règles de gestion permettant d'appréhender certains cas de figure (opérations sur titre en capital par exemple) ou certaines données (fonctionnement des comptes d'attentes, statuts des valeurs (propre, dépôt), données relatives aux appels de marge, règles spécifiques induites par les caractéristiques des dérivés OTC,...).
- Au plus tard un mois après la notification du Marché, les fichiers de test (agrégats, positions valorisées, opérations) devront être constitués sur plusieurs dates de valorisation, à partir de cas réels, sur la base par exemple de 2 portefeuilles taux (y compris obligations convertibles et différentes natures de TCN), 4 portefeuilles actions, 1 fonds de fonds actions, 2 portefeuilles diversifiés taux et actions, 1 portefeuille action/taux et comportant tout type de contrats à terme ferme ou conditionnel, et de dérivés OTC. Des valeurs seront libellées en euro et en devise.
- Des fichiers seront transmis dans les conditions de production via les modes de transmission définis afin de pouvoir tester l'intégration des fichiers 4 mois au plus tard avant le transfert de l'activité de l'ancien valorisateur vers le Titulaire. Des tests d'intégration seront réalisés par la CDC sur la base des fichiers de tests remis par le Titulaire et cela donnera lieu à la signature d'un procès-verbal de recette d'intégration signé par le Titulaire et la CDC. Toute réserve émise par la CDC lors de tests devra faire l'objet des corrections nécessaires par le Titulaire dans les plus brefs délais.
- Une liste de contacts sera établie par la CDC pour que le Titulaire informe la CDC en cas de recalcul de valeur liquidative ou en cas de retard de transmission de fichiers.

## **4.2. Phase principale**

Indépendamment de la réalisation des prestations définies ci-après, certains événements peuvent survenir durant la durée du Marché : de nouvelles sociétés de gestion peuvent notamment être retenues par les Directions métiers de la CDC et les Mandants.

Les principes d'articulation avec les sociétés de gestion décrits en Phase Préparatoire s'appliqueront aux nouvelles sociétés de gestion.

La prestation de valorisation et de gestion comptable d'OPC devra assurer les éléments suivants :

### **4.2.1. Transmission et mise à disposition d'informations**

La prestation comprendra la transmission de fichiers de données à fournir à la CDC. (Cf. point 5 - Contraintes techniques, page 14).

Le Titulaire s'engage à informer la CDC de tout changement lié à la structure des fichiers de données dans des délais suffisants pour lui permettre de s'adapter, sachant que la CDC pourra, le cas échéant, exiger le maintien de la fourniture des fichiers au format en cours jusqu'à ce



qu'elle soit en mesure d'intégrer les évolutions dans son SI. Il assurera une maintenance fonctionnelle et technique, fournira un dictionnaire des données ou toute autre documentation permettant de connaître la nature des données fournies et les règles de gestion qui leur sont appliquées.

Le Titulaire permettra aux personnels de la CDC et des sociétés de gestion dûment habilitées à accéder à son portail internet ou tout autre plateforme d'échange pour disposer des états en ligne relatifs aux OPC. Le Titulaire sera informé par courriel de la liste des personnes à habiliter par les représentants des directions métiers de la CDC, par la direction assurant la fonction de dépositaire des OPC, par les personnels accrédités par les sociétés de gestion. Le nombre d'habilitation ne sera pas limité compte tenu du nombre d'intervenants.

Les états attendus à minima pour chaque valorisation sont les états d'inventaire détaillés, les balances, le récapitulatif des VL (Type de Parts, actif net, VL), un état de suivi du statut des VL (statut estimé, validé par exemple), le récapitulatif des frais de gestion, et les grands livres et journaux comptables entre deux calculs de VL (s'il n'est pas possible de renseigner une fourchette de dates lors de la génération des états à partir du portail). En cas de besoin ces états pourront être ajustés pour correspondre au besoin de CDC.

Le Titulaire s'engage à pouvoir communiquer en tant que de besoin ces éléments à la CDC pour l'exercice de sa fonction de Dépositaire et/ou de Mandataire Conservateur/Teneur de compte, ainsi que le reporting relatif aux rapprochements (espèces, titres et parts).

Afin que la CDC puisse assurer ses suivis dans les meilleures conditions, le Titulaire s'engage à informer la CDC par courriel des recalculs de valeurs liquidatives validées et de la retransmission de fichiers correctifs, dès qu'il en a connaissance. Les coordonnées des personnes à contacter seront transmises dès la Phase Préparatoire.

#### **4.2.2.Relation avec les tiers**

Dès la notification du Marché, le Titulaire devra établir et conclure avec les sociétés de gestion, les conventions de délégation au titre de son activité dans le cadre du Marché.

Des tests devront être mise en place lors de la Phase Préparatoire avec les différents acteurs afin de démarrer la prestation pour les OPC dans les meilleures conditions (cf. point 4.1 - Phase préparatoire, page 9). Le Titulaire s'engage à informer la CDC de leur bon déroulement par courriel aux interlocuteurs préalablement désignés.

Les Parties conviennent que les tests opérés lors de la phase préparatoire devront impérativement donner lieu à la signature d'un compte-rendu par la CDC et permettant de commencer la phase Principale.

#### **4.2.3.Conformité**

Le Titulaire s'engage à fournir chaque semestre un certificat de conformité attestant du respect de ses engagements au titre du Marché, selon le modèle figurant en annexe 3, dans un délai de 30 jours suivant la fin de chaque semestre civil, signé par le responsable compliance du Titulaire.



Le Titulaire s'engage à fournir la liste des procédures et/ou des conventions mises en place avec les sociétés de gestion, le Dépositaire ou le Conservateur/Teneur de compte et à les tenir à disposition de la CDC.

Le Titulaire s'engage à permettre un contrôle direct sur place par la CDC qui s'assure ainsi du respect de la conformité aux obligations définies dans le Marché.

Ces contrôles s'effectueront après avoir convenu d'une date de visite, pendant les jours ouvrables et pendant les heures d'ouverture des bureaux. Ces visites se feront après un préavis minimum de 5 jours ouvrés. La CDC, au titre de cette vérification, sera autorisée à faire des photocopies des documents pertinents. Pour cette vérification, le Titulaire accepte de mettre à disposition de la CDC un personnel adapté pour des entretiens qui seront menés de manière raisonnable ainsi que les moyens techniques nécessaires. La CDC s'engage à préserver la confidentialité de tous les documents et informations dont elle aurait pu prendre connaissance lors de cette vérification et à en faire préserver la confidentialité par tous ses représentants.

La réalisation de ces contrôles par la CDC donnera lieu à un rapport contradictoire rédigé par la CDC. Dans le cas où le rapport ferait apparaître quelque contravention que ce soit aux obligations du Titulaire, ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires dans un délai de quinze (15) jours maximums à compter de la notification de la CDC et aux frais du Titulaire.

#### **4.2.4. Plan de continuité d'activité**

Le Titulaire maintiendra en permanence un Plan d'Urgence et de Poursuite de l'Activité (PUPA) incluant le Plan de Secours Informatique (PSI). Son plan de continuité d'activité, annexé à son offre, a valeur contractuelle.

#### **4.2.5. Autres obligations du Titulaire**

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat pour la réalisation des prestations de transfert de fichiers lors de la phase préparatoire et pour les obligations définies à l'article 4.2.1 lors de la phase principale.

Le Titulaire est responsable des erreurs, omissions, négligences ou retards commis ou constatés dans le cadre de l'exécution du marché du fait de ses dirigeants et de son personnel, ainsi que de celui des sous-traitants auxquels il a recours.

Ainsi, le Titulaire ne pourra être tenu pour responsable en cas de retard dans l'exécution de ses obligations qui serait directement imputable à un manquement prouvé de la CDC ; étant précisé que cette limitation de la responsabilité du Titulaire ne pourrait être invoquée par le Titulaire que dans le cas où :

- Le Titulaire aurait envoyé une notification de ce retard à la CDC dans les trois (3) jours ouvrés suivant le jour où le Titulaire a connu ou aurait dû connaître le manquement ou le retard imputable à la CDC ; et que
- Le Titulaire aurait mis en œuvre ses meilleurs efforts afin de régulariser ledit manquement ou de réparer les conséquences du retard, conformément aux règles de l'art.

A la demande de la CDC, le Titulaire devra indemniser la CDC au titre de toute procédure, et pour tous coûts, dommages, charges ou dépenses qu'elle aura engagée ou subi du fait de toute faute, négligence omission ou retard du Titulaire dans l'exécution du marché. Cette responsabilité est limitée au montant prévu à l'article 15 du CCAP sauf faute lourde ou dol.

Dans le cadre de l'évolution de la Règlementation Applicable, le Titulaire engagera avec les sociétés de gestion toutes discussions utiles à la mise en œuvre de solutions garantissant le respect de la Règlementation Applicable dans l'exécution du Marché.

Le Titulaire s'engage à assurer la présence permanente et pendant toute la durée du Marché d'un interlocuteur pour ses relations avec la CDC. Cet interlocuteur devra impérativement être francophone. Le Titulaire s'engage à informer immédiatement la CDC de tout changement d'interlocuteur dédié, étant précisé qu'un tel changement ne devra pas avoir pour effet de détériorer la qualité des services rendus par le Titulaire au titre du Marché.

Le Titulaire s'engage à ce que l'intégralité des documents remis soit rédigée en langue française.

Le Titulaire s'engage à mettre en place et maintenir en permanence tous les moyens techniques et humains pendant toute la durée du Marché nécessaires à la bonne exécution du Marché. Il s'engage à prévenir la CDC de tout problème et/ou dysfonctionnement significatif rencontré dans le cadre de ses relations avec les sociétés de gestion et plus généralement tout prestataire lié aux OPC ou ayant un lien direct ou indirect avec l'exécution par le Titulaire de ses obligations contractuelles.

Le Titulaire prend toutes les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des données, fichiers et autres éléments auxquels il pourrait avoir accès ou qui lui sont fournis dans le cadre du marché. Il prend toutes les mesures pour empêcher l'accès par des tiers aux informations, fichiers, règles de gestion et données qui lui sont confiées pendant l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à créer un destinataire courriel unique recevant toutes les demandes émanant du Dépositaire ainsi que les différents données mises à disposition par ce canal.

Le Titulaire s'engage à fournir une liste de contact permettant d'escalader les éventuelles problématiques rencontrées.

En fonction de l'organisation du Titulaire, celui-ci s'engage à informer, préalablement à leur entrée en vigueur, toute modification de destinataire et/ou d'interlocuteur.

#### **4.6. Comité de suivi**

##### ***4.6.1. Suivi de la relation***

Des réunions de suivi entre le Titulaire et la CDC devront se tenir tout au long du Marché

La CDC souhaite a minima organiser la relation autour de 3 instances :

- Opérationnelle à fréquence trimestrielle,
- Commerciale : biannuel ou annuel
- Projet : biannuel ou annuel

La périodicité pourra être revue en fonction des besoins

Ces réunions font systématiquement l'objet d'un compte rendu rédigé par le Titulaire et validé par les deux parties, assorti le cas échéant d'un relevé de décision.

#### ***4.6.2 Suivi de la prestation***

La CDC souhaite que le Titulaire propose une Convention de niveau de service (SLA) et des indicateurs clés de performances (KPI) avec d'éventuelles pénalités en cas de sous performance.

La Convention de niveau de service devra au moins contenir les points suivants :

- Sommaire
- Introduction
- Organisation de la relation
- Prestations
- Niveaux de services + KPI
- Gestion des anomalies/incidents/ investigations
- Horaires des services
- Obligations réglementaires et audit
- Formation

En matière d'indicateurs clés de performances, la CDC propose par exemple les thèmes ci-après :

- KPI 1 : Réactivité et qualité des retours
- KPI 2 : Disponibilité et fiabilité des données/du portail internet
- KPI 3 : Respect des délais de mise à disposition et d'envoi des données comptables ainsi que la fiabilité des données communiquées
- KP4 respect des cuts off VL des OPC ?

Les critères quantitatifs et qualitatifs des indicateurs clés de performances seront basés sur les délais de transmission et le contenu des données fournies par le Titulaire.

La rédaction de la Convention de niveau de service (SLA) et la définition des KPI feront l'objet de discussions lors de la Phase Préparatoire.

## **5. Contraintes techniques**

### **5.1. La direction des Politiques Sociales**

Les directions métiers de la CDC, notamment la Direction des Politiques Sociales, exploiteront dans un infocentre les données relatives à chaque OPC.

Les fichiers devront correspondre à un standard issu du système d'information du Titulaire c'est-à-dire qu'ils ne devront pas être issus de spécificités d'autres clients qui pourraient avoir, par exemple, des demandes d'évolution fréquentes. Les fichiers pourront évoluer en fonction des évolutions des éditeurs des applicatifs.

Les jeux de fichiers devront être cohérents entre eux : ils devront refléter la situation à la date de valorisation et avoir un lien explicite entre eux permettant de relier les données entre elles (code portefeuille, code valeur, ...).

Le prestataire devra fournir les spécifications détaillées des fichiers, ainsi qu'un dictionnaire de données complet et les domaines de valeurs des variables véhiculées. Ces documents devront être mis à jour autant que nécessaire.

Les fichiers devront couvrir a minima les éléments suivants :

- Agrégats des OPC (tels que l'actif net, la valeur liquidative, le nombre et le type de parts, date de la valorisation, code portefeuille, libellé de portefeuille...)
- Des données relatives au détail de l'inventaire valorisé (date de la valorisation, code portefeuille, libellé de portefeuille, code valeur, libellé valeur, type de valeur, quantité, expression de la quantité, valeur bilan globale et unitaire, valeur boursière, cours unitaire, fixing, date du cours, devise de la valeur, revenus courus, plus ou moins-value latente, ...),
- Le détail des mouvements d'actif et de passif (y compris les paiements et provisions des différentes commissions (commissions de gestion, commission dépositaire, commission valorisateur) : code portefeuille, libellé de portefeuille, date d'opération, date valeur, date de saisie, type d'opération, libellé type d'opération, quantité, prix, montant net, revenus courus sur transaction, code valeur, type de valeur, plus ou moins-values réalisées, code statut annulation d'opération, code opération annulée, N° unique d'opérations (ou autre dispositif permettant de garantir l'unicité des données),... Le fichier des opérations devra permettre de reconstituer l'évolution des stocks entre deux valorisations.
- Les caractéristiques de base des valeurs : code valeur, pays de l'émetteur, secteur économique, place de cotation, devise de cotation, ...

Par ailleurs, le Titulaire devra respecter les spécifications suivantes :

- Mode de transmission des fichiers : par CFT.
- Type de fichier : csv ou txt
- Délais de transmission : J étant la date de validation de la VL, les fichiers seront transmis à J avant 23h00.
- Le nom du fichier devra contenir un horodatage et un indicateur en cas d'annulation/réémission (revalorisation corrective par exemple)

## **5.2. La Direction de l'exécution des opérations économiques et financières**

La Direction de l'exécution des opérations économiques et financières, en sa qualité de dépositaire, a développé des outils permettant de réaliser les missions.

Outre les états à transmettre au Prestataire du Dépositaire, le Titulaire s'engage à rendre disponible, via son portail internet et/ou par envoi planifié, les états comptables nécessaires à la bonne réalisation des missions du Dépositaire. Les spécifications de chacun des états mis à disposition devront être fournies et toutes modifications envisagées de celles-ci devront être portées à la connaissance au moins 3 (trois) mois avant leur mise en place opérationnelle.

Le portail internet du Titulaire devra également intégrer les statuts de validation des VL.

Tous les états comptables devront être disponibles aux formats pdf, csv/txt et xls directement sur le portail internet du Titulaire. Ce portail devra également inclure les bases de données servant à alimenter les états comptables.

Les champs et données listés au présent paragraphe ne constituent qu'un minimum requis. La CDC et le Titulaire définiront au cours de la Phase Préparatoire les besoins et les contraintes des parties.

Les inventaires comptables devront explicitement afficher le portefeuille d'affectation de chaque valeur.

Les champs concernant les titres devront afficher :

- Code ISIN
- Libellé de la valeur
- Emetteur
- Emission
- Coupon
- Place de cotation
- Cours
- Devise
- Valeur Boursière
- Plus ou moins-value latente
- Indicateur du contributeur du cours

Les champs des produits dérivés négociés sur un marché réglementé ou organisé doivent afficher explicitement :

- Codifications Bloomberg (lorsqu'elles existent)
- Typologie du sous-jacent
- Echéance (format jj/mm/aaaa)
- Sous-jacent (ISIN + libellé)
- Quantité signée
- Devise
- Prix d'exercice (options uniquement)

- Call/put (options uniquement)
- Nominal

Pour les produits dérivés négociés de gré à gré, les champs présents dans les inventaires seront :

- Date de transaction (format jj/mm/aaaa)
- Date de maturité/échéance (format jj/mm/aaaa)
- Devise
- Pour les contrats de change à terme (forwards)
  - Cours forward
  - Cours spot
  - Montants achetés et vendus
  - Devises achetées et vendues
  - Contrepartie
- Pour les contrats d'échange de taux d'intérêts
  - Nominal
  - Taux sensés achetés et vendus
  - Contrepartie
- Pour les contrats d'échange sur événement de crédit (Credit Default Swap)
  - Sens de la protection
  - Sous-jacent
  - Prime
  - Nominal
  - Contrepartie

Globalement, tous les champs disponibles dans un inventaire comptable devront être définis dans un cahier de spécification.

De manière générale, toute codification interne au Titulaire doit faire l'objet d'une table de transcodification, transmise sur simple demande et lors de toute modification.

A chaque distribution, le Titulaire devra fournir un fichier affichant les dividendes unitaires par part et la répartition des revenus distribuables et des plus-values réalisées.

A fréquence semestrielle, le Titulaire devra fournir un dossier contenant :

- Rapprochement Titres
- Rapprochement Espèces
- Rapprochement « Passif » (parts)

Ce dossier devra être transmis dans les 10 (dix) jours ouvrés suivants la date de clôture. Ce dossier devra être fourni pour chacun des OPC, dans un format unique.

Par ailleurs, le Titulaire devra fournir un fichier unique précisant les politiques de valorisation de chaque fonds, retraçant les indicateurs utilisés dans les inventaires avec leur contributeur et la méthode de « pricing » (bid/ask/mid, clôture/ouverture/heure H...). Il devra également transmettre les justificatifs des cours ne suivant pas la politique de valorisation.

La Direction de l'exécution des opérations économiques et financières réalise également la mission de valorisation des portefeuilles des Investisseurs pouvant contenir les OPC. A cette fin, le Titulaire devra transmettre un fichier, en tant que de besoin et par courriel, dès validation de la totalité des portefeuilles par Investisseurs. Ce fichier devra afficher explicitement :

- Date
- Code ISIN
- Libellé du fonds
- Valeur Liquidative
- Devise

## **6. Compétences requises**

Par ailleurs, afin de mener à bien l'intégralité de la mission, le Titulaire devra s'appuyer sur

- Des compétences managériales en conduite de projet pour assurer la mise en place et le pilotage de la prestation,
- Des compétences comptables des organismes de placement collectif
- Une expertise dans la connaissance des spécificités des instruments financiers et de leur valorisation
- Une maîtrise de la réglementation des OPC »

## 7. Annexes

### 7.1. Annexe 1 – Liste des sociétés de gestion

	CPR AM
CDC Croissance	Degroof Petercam AM
Aberdeen	EDRAM
AGI GmbH	Fund Logic
Amiral Gestion	Lazard Frères Gestion
Amundi	LFDE
AXA IM	Lombard Odier Europe
BFT	Mirova
Blackrock	Nomura
BNPP AM Europe	Oddo BHF AM
Candriam	Ostrum AM
Comgest	Russell Investments France
Schroders IM Europe	Sycomore AM



## 7.2. Annexe 2 Liste des principales caractéristiques des OPC

Donné à titre indicatif à fin 2024.

Tableau des OPC CDC Croissance

Périodicité de valorisation	Classification	Dérivés marchés organisés	Dérivés OTC	Actions en devises	Nombres de lignes	Actif net 31/12/2024
Quotidien	Actions françaises	Non	Non	Non	71	1 723 761 419
Hebdomadaire	Actions des pays de la zone euro	Non	Non	Non	94	946 948 783
Hebdomadaire	Actions françaises	Non	Non	Non	55	186 161 741
Hebdomadaire	Actions françaises	Non	Non	Non	70	101 922 323
Hebdomadaire	Actions françaises	Non	Non	Non	8	146 567 685
Hebdomadaire	Fonds de fonds actions zone euro	Non	Non	Non	4	80 518 938

Positions au 30/06/2025.

Identifiant FCP	Titres	Dérivés listés	Change (Spot & terme)	Swap Taux	Actifs nets (€)
Fonds 1	71				7 899 864 440
Fonds 2	51				2 357 628 912
Fonds 3	45				1 640 186 108
Fonds 4	149	3			3 130 806 289

Fonds 5	190	1			3 212 658 611
Fonds 6	89	7	49	29	2 151 466 054
Fonds 7	242	14	9		608 988 292
Fonds 8	52		2		256 191 079
Fonds 9	56		4		629 428 238
Fonds 10	65				902 868 583
Fonds 11	354	4	3		274 417 330
Fonds 12	633	9	42		376 583 550
Fonds 13	41				1 072 507 348
Fonds 14	46				1 550 686 510
Fonds 15	50		2		738 268 219
Fonds 16	52				1 002 135 827
Fonds 17	412	1	3		650 704 766
Fonds 18	199		4		741 410 913
Fonds 19	139	2	15		637 180 095
Fonds 20	92		14		618 803 039
Fonds 21	46	1	2		1 329 344 238
Fonds 22	64				361 754 691
Fonds 23	34				1 380 043 573
Fonds 24	197				741 844 012
Fonds 25	38				368 223 721
Fonds 26	86				112 416 835
Fonds 27	53				408 921 999
Fonds 28	46				881 425 971
Fonds 29	191	1			693 470 197

Fonds 30	300	10	2		981 772 490
Fonds 31	362	2			914 044 944
Fonds 32	33				799 647 797
Fonds 33	45				249 160 718
Fonds 34	105				1 002 048 051
Fonds 35	181		1		331 177 602
Fonds 36	49				291 045 846
Fonds 37	59		19		234 151 752
Fonds 38	73				121 959 359
Fonds 39	36				709 603 401
Fonds 40	35				273 720 552
Fonds 41	28				161 885 265
Fonds 42	43				228 703 484
Fonds 43	313	1			235 138 500
Fonds 44	52				969 185 595
Fonds 45	233	4			837 939 762
Fonds 46	222				509 078 310
Fonds 47	173	1			165 979 771
Fonds 48	7				248 534 548
Fonds 49	45	8	15		1 114 284 224
Fonds 50	196	13	9		610 940 249
Fonds 51	119	3			268 531 522
Fonds 52	68				331 819 335
Fonds 53	209	13	14		611 168 801
Fonds 54	156	10	6		612 898 715

Fonds 55	8				235 646 547
Fonds 56	65		2		304 786 409
Fonds 57			51		537 457 479
Fonds 58	37				429 748 279
<b>Total général</b>	<b>7 035</b>	<b>108</b>	<b>268</b>	<b>29</b>	<b>45 052 288 747</b>

### 7.3. Annexe 3 – Exemple de certificat de conformité semestriel (à vérifier si le format est toujours d'actualité)

#### CERTIFICAT DE CONFORMITÉ SEMESTRIEL

[en-tête du Titulaire, avec l'adresse de son siège social  
et, le cas échéant, le numéro d'immatriculation]

Le soussigné certifie, par la présente, qu'en l'état de ses connaissances, \_\_\_\_\_  
(le

« Titulaire ») a, dans le cadre du Marché n° en date du \_\_\_\_\_ conclu avec la Caisse des dépôts et consignations, respecté toutes les obligations et procédures relatives au Marché au cours du dernier semestre civil.

Le soussigné certifie également qu'il n'a fait l'objet d'aucune mesure d'injonction ni de demande de régularisation de la part de son autorité de marché, d'aucune procédure contentieuse avec un client dont la Caisse des dépôts et consignations n'ait pas été informé, et qu'aucune des procédures ci-dessous n'a été modifiée au cours du dernier semestre civil ou, dans le cas contraire, qu'un exemplaire de chaque procédure modifiée a été fourni à la Caisse des dépôts et consignations, sous forme électronique :

- Procédure visant à garantir la confidentialité et le secret professionnel ;
- Procédure relatif à l'usage d'informations privilégiées ;
- Procédures de déontologie (notamment intervention sur les marchés à titre personnel, transparence en matière de cadeaux et avantages personnels reçus) ;

Le soussigné s'engage par ailleurs à fournir à la demande de la Caisse des dépôts et Consignations :

- le programme de contrôle annuel du contrôle interne,
- les comptes-rendus des incidents significatifs qui ont impacté la gestion de l'OPC.

- la liste des procédures et des conventions mises en place avec les Sociétés de gestion et le Dépositaire

Date :

Nom du Signataire

#### **7.4. Annexe 4 – Liste des états comptables**

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive et ne doit constituer qu'un minimum requis. Tous les états ci-dessous devront être rendus disponibles à périodicité de VL. Le statut de la VL devra être affiché dans les états ainsi que dans un module de suivi sur le portail internet du Titulaire. Un catalogue d'états comptables extrait du système de gestion du Titulaire devra être mis à disposition lors de la Phase Préparatoire.

<b>Etats comptables</b>	<b>Commentaires</b>
Inventaire	
Balance	Respect des classifications ANC
Grand Livre	
Journal des Souscriptions/Rachats	
Historique des opérations par valeur	
Calcul du provisionnement des frais	
Suivi des frais	
Journal Comptable	
Détail des entrées/sorties	Récapitulatif des entrées et sorties titres
Rapprochement titres et cash	

L'historique des inventaires	
L'historique des VL	
Journal des opérations	

## 7.5. Données mises à disposition du Titulaire

Les données ci-dessous sont mises à disposition du Titulaire par la CDC ou le Prestataire du Dépositaire.

### 7.5.1. Flux Titres

Différents flux sont envoyés pour réaliser les rapprochements de position titres :

- Messages Règlement-livraison
  - Confirmation de dénouement (MT544-545-546 & 547)
  - Envoi d'avis d'Opéré sur OPCVM (MT515)
- Relevés de Portefeuille sur Positions fermes et prévisionnelles à fréquence journalière (MT535)
- Swifts liés aux Coupons & OST (MT566)

### 7.5.2. Flux espèces

2 formats de transmission peuvent être envisagés :

- CFONB via une liaison EBICS
- Message SWIFT MT940/950

### 7.5.3. Flux OTC

Un relevé de position des produits dérivés OTC (swaps et change), au format csv, sera mis à disposition du Titulaire, par flux CFT, quotidiennement. Les caractéristiques de ce relevé sont propriétaires à la CDC et devront être intégrées telles quelles.

### 7.5.4. Flux avec le Sous Teneur de Compte Conservateur :

### Flux sortants (BNP Paribas vers le valorisateur)

Dérivés listés			
Nom du rapport	Fréquence	Format	Mode d'envoi
<b>Activité dérivés listées</b>			
DEC - Financial Statement - Rapport Standard	Quotidienne	CSV avec en-têtes de colonne	Email
DEC - Position - Rapport Standard	Quotidienne	CSV avec en-têtes de colonne	Email
DEC - Trades - Rapport Standard	Quotidienne	CSV avec en-têtes de colonne	Email
DEC - Financial Statement - Rapport Standard	Quotidienne	CSV avec en-têtes de colonne	SFTP
DEC - Trades - CSV - GO Rapport Standard	Quotidienne	CSV avec en-têtes de colonne	SFTP
DEC - Trades - XLS - GO Rapport Standard	Quotidienne	Excel	Email
Avis d'opéres Compte titres - PDF - GO Cit Rapport personnalisé	Quotidienne	Acrobat	Email
Listed derivatives - accounting report - extract all data Rapport Standard	Quotidienne - 07h55	NSF	Email
Listed derivatives - accounting report - extract all data Rapport Standard	Quotidienne - 12h38	NSF	SFTP
Positions - CSV Rapport personnalisé	Quotidienne - 07h55	CSV sans en-têtes de colonne	Email
Positions - CSV Rapport personnalisé	Quotidienne - 12h20	CSV sans en-têtes de colonne	SFTP
<b>Flux passif</b>			
Feuilles de chiffres comptables CFR	Quotidienne	PDF	Email
Feuilles de chiffres comptables CFR	Quotidienne	CSV	SFTP
<b>Flux swifts</b>			
Messages swifts présents dans l'AOF digital (MT54X/MT548/MT535/MT566/MT509/MT515/MT537)	Au fil de l'eau	MT	SFTP
<b>Flux Neolink(Portail client)</b>			
Relevé global de positions	Quotidienne/hebdo et mensuelle	Acrobat et Excel	Email et mise à disposition dans le Portail
Avis OST et historique de paiement	Quotidienne	Acrobat	Email et mise à disposition dans le Portail
Avis d'opérés	Quotidienne	Acrobat	Email et mise à disposition dans le Portail
Extrait de comptes en date comptable et valeur	Quotidienne+mensuelle	Acrobat	Email et mise à disposition dans le Portail
Relevé positions en portefeuille	Quotidienne	Acrobat et Excel	Email et mise à disposition dans le Portail

Et ce qu'il est attendu de recevoir de la part du valorisateur :

Flux entrants (Valorisateur vers BNP Paribas)			
Flux entrants	Fréquence	Format	Mode d'envoi
<b>DFS</b>			
Positions comptables	Quotidienne	CSV avec en-têtes de colonne	SFTP
Actifs nets comptables	Quotidienne	CSV avec en-têtes de colonne	SFTP
Balances comptables	Quotidienne	CSV avec en-têtes de colonne	SFTP
Inventaire comptables	Semestrielle et annuelle	Acrobat et excel	Email
Rapprochements espèces comptables	Semestrielle et annuelle	Acrobat et excel	Email
Rapprochements titres comptables	Semestrielle et annuelle	Acrobat et excel	Email
<b>Flux pour centralisation des ordres</b>			
Valeurs liquidatives fonds CDC valorisés chez le valorisateur	Au fil de l'eau		Flux CFT